

En vingt ans, la France est passée de deuxième à cinquième exportateur mondial.
Les produits importés ont doublé jusqu'à représenter près de la moitié de nos assiettes !

La France est une puissance agricole sur le déclin. C'est le constat dressé par la commission des affaires économiques du Sénat dans son rapport *Quand le mirage de tout monter en gamme fait oublier l'impératif de la compétitivité agricole*, paru le 28 septembre, et dans lequel les sénateurs proposent la mise en place de mesures pour un Plan de compétitivité (lire interview ci-dessous). Même si la France reste le cinquième exportateur agricole mondial, son excédent commercial, en recul, n'est tiré que par l'effet prix (notamment

celui des vins et spiritueux) et non plus par les volumes. Le solde commercial de la France a ainsi chuté de 12 milliards à 8 milliards d'euros entre 2011 et 2021.

Le « tout montée en gamme » questionné

Les sénateurs avaient déjà tiré la sonnette d'alarme dans un rapport de 2019. Ils y faisaient le constat de la stagnation de la production agricole française, de la réduction du nombre d'actifs agricoles et des surfaces agricoles utiles, ainsi que de la perte de parts de marché à l'export

et de l'augmentation des importations. Force est de constater que les choses ne se sont pas améliorées depuis. Les sénateurs remettent notamment en cause le « tout montée en gamme » prôné par le gouvernement. Une stratégie qui, selon eux, réduit le potentiel productif de l'agriculture française au détriment de notre souveraineté alimentaire. Elle provoquerait aussi des inégalités d'accès aux produits français, reléguant aux portefeuilles les plus modestes les produits importés.

En témoignage, l'évolution de la consom-

mation française de poulet. En vingt ans, la part de poulet importé consommé par les ménages français a augmenté de 20 à 50 %. Sur ce laps de temps, la consommation en poulets entiers français et labellisés a chuté de 28 points. « La stratégie de différenciation des producteurs vers des produits à forte valeur ajoutée ne répond plus à la demande des consommateurs », écrivent les sénateurs.